

Polémique ◀ Un conflit oppose les ex-dirigeants de sa fondation à l'héritier de l'artiste.

Vasarely entre petit-fils et avenir

Démunie, sans argent ni collection, la fondation Victor Vasarely hante la carcasse du bâtiment «cinétique» que l'artiste avait fait édifier en 1976 à Aix-en-Provence. Dans un appel remis à *Libération*, ceux qui l'ont dirigée ces six dernières années lancent un cri d'alarme, et proposent de confier la résurrection du projet à la ville et aux artistes.

Cet appel inclut une mise en garde au petit-fils de l'artiste, Pierre, qui tente de prendre le contrôle d'une fondation à l'agonie. «*Victor Vasarely ne voulait pas d'un musée, et encore moins d'un mausolée à la gloire de sa famille*», lancent le directeur artistique Xavier Douroux et trois administrateurs, Véronique Wiesinger, Renaud

Belnet et François Hers. La municipalité intéressée, ils voient une ultime chance de créer «un grand centre de recherches en arts visuels, y associant science et industrie» correspondant au «choix généreux» voulu par Victor Vasarely. Ils proposent ainsi d'offrir ce lieu aux artistes et associations de cette «génération utilisant les nouvelles technologies informatiques, qui considèrent Vasarely comme un père fondateur». La fondation s'effacerait, dans la mesure où personne ne peut engager les 12 millions d'euros que nécessiteraient sa survie et la réhabilitation du bâtiment.

Le «seul petit-fils» de l'artiste, comme il se présente, dénonce de son côté «un complot ourdi en faveur de la ville d'Aix, qui réussirait à récupérer un bâtiment de

réputation mondiale, sans respecter les volontés initiales (1)» de son grand-père. Coefficient multiplicateur de procédures judiciaires, communiqués et tribunes libres, Pierre Vasarely a marqué un point en faisant placer la fondation sous la coupe d'un administrateur judiciaire choisi par lui. Pour appuyer son action, il a lancé une pétition à l'adresse de Nicolas Sarkozy et Christine Albanel, qui a recueilli selon lui près de 2000 signatures.

Les signataires de l'appel adverse l'accusent de se poser en «sauveur» d'une coquille vide après avoir contribué au désastre actuel. La fondation fut d'abord victime des «détournements» de son président Charles Debbasch (2), dont Pierre Vasarely fut «conseiller particu-

lier avant de devenir directeur». Ensuite, elle s'est vue retirer la collection léguée par l'artiste, au profit de la famille. Procédure à laquelle Pierre Vasarely était associé, avant de se retourner contre ses parents en tant que «victime» du partage. Pendant ce temps, l'État, qui détient plusieurs sièges au conseil d'administration, observe sans agir, comme il le fait depuis trente ans.

◀ VINCENT NOCE

(1) Droit de réponse à *Beaux Arts Magazine*.

(2) Charles Debbasch, qui vit au Togo, a été condamné en 2005 à deux ans de prison, dont un ferme. Un mandat d'arrêt international est lancé contre lui. Cette condamnation est définitive, ce qui ne l'a pas empêché de porter plainte contre *Libération* pour en avoir fait état dans un précédent article.